

Communiqué

UN BUDGET LA-MEN-TABLE !!!

Comme chaque année, le ministère nous a présenté le projet de budget pour l'année prochaine et ses conséquences sur les missions, les effectifs...notamment pour le champ ministériel.

Au milieu de l'instabilité gouvernementale et politique, les orientations budgétaires sont, elles, d'une très grande stabilité, ce budget 2026 est dans la droite ligne macroniste des précédents : réduction du service public, mise à contribution des plus modestes pour réduire un déficit créé par des réductions d'impôts massives pour les plus riches et les grandes entreprises, préservation maximale des profits et des rentes, ainsi que des aides aux entreprises toujours sans orientation, contrôle et contreparties.

Les agentes et agents, les personnels, seront une nouvelle fois mis à contribution avec de nouvelles suppressions d'emplois qui s'ajoutent aux dizaines de milliers de ces dernières décennies.

Cette politique est toujours et plus que jamais inacceptable !!!

ENCORE UNE SAIGNÉE DANS LES SERVICES DES FINANCES.

Le ministère a froidement fait la liste des 598 emplois supprimés au PLF 2026.

DGE -10

INSEE -11

DGT -10

DGFIP -550

Secrétariat général -15

...

Les opérateurs publics sont parallèlement saignés avec 66 suppressions d'emplois, notamment - 19 Atout France, -21 Business France.

Et ce ne sont pas les 18 (!) emplois supplémentaires à la DGDDI et les 5 (!) à la DGCCRF qui permettront de faire face aux augmentations de charges de travail.

Justifier ces suppressions par les gains de productivité amenés par « la modernisation des systèmes d'information » comme indiqué dans le document de présentation aux parlementaires, est un mensonge. Aucune étude, aucun bilan n'a jamais été mené alors que c'est toujours ce même argument qui est avancé depuis 25 ans.

Enfin, l'idée portée par le Premier ministre Bayrou en juillet, de ne pas remplacer un fonctionnaire sur trois partant à la retraite, est toujours dans le paysage.

Dans ce contexte, inutile d'espérer la moindre reconnaissance, puisque le Ministère a annoncé l'absence de mesure catégorielle en 2026, et le PLF prévoit également un nouveau gel du point d'indice pour les fonctionnaires.

Au-delà du Ministère, ce sont de nombreuses politiques aux Finances qui sont attaquées : par exemple, pour l'Aide publique au développement (Agence Française de Développement), les crédits sont en baisse de 700 millions d'euros entre 2025 et 2026.

Bercy est pourtant en première ligne sur ce budget : ces annonces de suppressions d'emplois sont en totale contradiction avec les annonces publiques de renforcement de lutte contre la fraude, un volet fiscal important dans le PLF, avec la création de plusieurs impôts et taxes, le besoin de financement de l'économie et de réindustrialisation...

ENCORE PLUS D'INJUSTICE SOCIALE !

C'est un budget antisocial faisant notamment la part belle aux dépenses militaires qui augmentent de près de 7 milliards !

Alors même que des crédits et réductions d'impôts pour les ménages sont supprimés (ex : réduction d'impôt pour frais de scolarité).

Alors même que la simple non revalorisation du barème de l'impôt sur le revenu va provoquer une augmentation d'impôts de 2,5 milliards d'euros impactant l'ensemble des contribuables.

Alors même que les pensions de retraite, les allocations familiales et aussi les APL ne seront pas revalorisées (voire supprimées pour certaines étudiantes et certains étudiants) et vont générer de très nombreuses situations dramatiques.

En revanche, aucune remise en cause pour la niche fiscale la plus coûteuse, à savoir le Crédit Impôt Recherche, qui coûte plus 7 milliards d'euros par an, dont de nombreuses études démontrent l'inefficacité.

Dans le même temps, le Gouvernement épargne les plus riches : pas de mise en place de la taxe Zucman, encore moins le retour de l'impôt sur la fortune, ni la suppression de la « flat tax » (prélèvement forfaitaire unique « au prix d'ami » de 12,8% sur les revenus financiers).

Le PLF 2026 reconduit simplement la Contribution différentielle sur les hauts revenus (CDHR), déjà mise en place en 2025, et qui rapporte seulement 1,2 milliard d'euros et ne touche en fait que 16 300 foyers (soit environ un quart des contribuables déclarant plus de 250 000 euros de revenus annuels).

Seule nouveauté, l'instauration d'une taxe de 2% sur les holdings patrimoniales qui détiennent des actifs d'une valeur d'au moins 5 millions d'euros. Mais, au regard des très nombreuses exonérations, ce n'est que de la poudre aux yeux qui épargnera 95% du patrimoine des plus riches. Elle devrait rapporter seulement entre 1 et 1,5 milliard d'euros, très loin donc des 15 à 20 milliards possibles de la taxe Zucman.

S'y rajoutent, l'accélération de la baisse de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (la CVAE, qu'il est prévu de supprimer totalement en 2028) et la baisse de la surtaxe sur les bénéfices des grandes entreprises. Ainsi, fidèlement aux objectifs des libéraux, ce sont encore les grandes entreprises qui vont éviter de payer leur juste part d'impôt.

A L'INVERSE DE TOUTES CES LOGIQUES BUDGÉTAIRES, LA CGT FINANCES PORTE UN PROJET DE LOI DE FINANCES 2026 ALTERNATIF FAVORISANT LE PROGRÈS SOCIAL ET LA BIFURCATION ÉCOLOGIQUE, AVEC UNE RÉELLE PLANIFICATION, UNE AUGMENTATION ET UNE RÉORIENTATION DES RECETTES BUDGÉTAIRES AU SERVICE DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL.

Retrouvez toutes nos propositions à l'adresse suivante : https://www.cgtf finances.fr/IMG/pdf/4_pages_plf_2026-2.pdf